

NOMINATION D'UN CONGRÈS
DE LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

La libération du territoire est devenue l'idée commune de toute la France mutilée et rançonnée.
Tout ce qui a le cœur français ne peut que s'en féliciter, mais à une condition que l'idée commune n'aboutira pas à un avortement qui serait honteux.
Ceux qui ont pris l'initiative d'une souscription nationale, ont-ils commencé par se rendre compte de ce que, pour atteindre seulement le chiffre de 100 millions, il faudrait de souscripteurs

de 100,000 francs,
de 20,000 —
de 10,000 —
de 1,000 —
de 100 —

Cela est au moins douteux.
C'est ce doute qui a donné naissance à tous les projets d'emprunt pour la libération du territoire français, que nous voyons se multiplier sous toutes les formes.
Mais lorsqu'il s'agit d'une œuvre aussi considérable que celle qui consiste à délivrer le sol français de l'occupation étrangère, comme il serait regrettable qu'une idée, si ingénieuse qu'elle ait paru, fût adoptée au préjudice d'une idée plus juste encore et plus féconde, nous pensons qu'il y aurait lieu d'ouvrir à Paris, les 23, 24 et 25 février prochains, un Congrès de la libération de la France.

Ce Congrès tiendrait ses séances publiques pendant trois jours dans le Palais de la Bourse de Paris, — les deux premiers jours après 4 heures du soir et le troisième jour toute la journée.

Le débat serait restreint aux propositions déposées avant le 25 février, qui auraient été prises en considération par le Bureau du Congrès, composé du président, des deux vice-présidents et des quatre secrétaires dont le Comité d'initiative se serait assuré l'assentiment.

Où nous nous trompons fort, ou la formation de ce Congrès serait un vif stimulant pour toutes les imaginations qu'il ferait fermenter et donnerait un puissant appui à celui des projets dont l'adoption aurait le plus solidement résisté à toutes les objections d'un débat public.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France
Marseille, 30 janvier.

Aujourd'hui, les notables de Marseille se sont réunis, ont soulevé, séance tenante, entre les mains du préfet, M. de Kérity, la somme de 300,833 francs pour la souscription nationale de la libération du territoire. Un comité centralisateur s'est formé pour tout le département. Des listes nouvelles importantes se signent en ce moment.

Allemagne
Berlin, 30 janvier, soir.

Le Reichsanzeiger (Moniteur de l'Empire), en date du 30 janvier, annonce que l'empereur et roi a nommé le comte d'Arnim ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la République française.

Italie
Rome, 30 janvier.

Le garde des sceaux a présenté à la Chambre un projet de réforme du jury.

Le comte de Thomar, ministre du Portugal au près du pape, a été reçu hier par le roi.

Rome, 30 janvier.

Le cardinal Antonelli a envoyé à tous les représentants du saint-siège à l'étranger une circulaire pour leur rappeler la réserve que leur impose le deuil de leur souverain, provoqué par sa captivité.

Rome, 30 janvier, soir.

Le journal la Voce della Verità dit que le projet de loi suivant sera présenté prochainement : « La loi qui supprime les ordres religieux et entraîne la confiscation de tous les biens ecclésiastiques sera appliquée à Rome. Les maisons où résident les généraux des ordres religieux seront reconnues comme propriétés internationales. Les généraux de ces ordres pourront avoir le personnel nécessaire, mais le gouvernement déterminera le lieu de leur résidence. Les rentes pontificales seront converties en consolidés italiens. »

Le pape a reçu en audience environ six cents Romains.

Madrid, 30 janvier.

La Gazette officielle publie la dépêche suivante du gouverneur de Barcelone, en date du 29 au soir : « La question de l'octroi n'a pas eu beaucoup de gravité jusqu'à présent. Aujourd'hui, les groupes ont augmenté par l'affluence de personnes venant de Sans, Hostafranchs, Gracia, et autres villages des environs. Le corps de vigilance a suffi pour empêcher des accidents. Mais, dans le cas où le mouvement continuerait à s'étendre, exercé comme il est par les ennemis du pays, j'ai pris les mesures nécessaires. Ce n'est que dans une nécessité extrême que je demanderais secours à la force. En tout cas, je prie le gouvernement de ne pas se préoccuper de ces événements, qui sont sans portée sérieuse jusqu'à présent. Si la violence à prendre de l'importance, je l'en aviserai immédiatement. »

Madrid, 30 janvier, soir.

La tranquillité est rétablie à Barcelone. On assure que le gouvernement a l'intention d'envoyer 8,000 hommes de troupes de plus à Cuba.

Le comité électoral ministériel va publier une circulaire.

Etats-Unis
New-York, 30 janvier.

Une canonnière espagnole a capturé une golette anglaise avec son équipage pour avoir débarqué de la contrebande de guerre sur le territoire de Cuba.

Calcutta, 30 janvier.

Le général Boucher annonce qu'il a brûlé un grand village. Les pertes de l'ennemi ont été considérables. Les troupes anglaises n'ont éprouvé aucune perte.

(Agence Havas.)

PARIS, MERCREDI 31 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

L'Assemblée a validé hier l'élection de M. Grange, député de la Savoie. On avait fait un certain bruit autour de cette élection. On avait parlé d'écritures se faisant courtois officieux du haut de la chaire, usant de leur influence sacrée sur les consciences au profit du candidat de leur politique, tandis que dans le camp opposé le champion du parti radical, ancien membre du Parlement italien, aurait représenté beaucoup moins les intérêts français que les inspirations de la cour de Rome et le cosmopolitisme supra-patriotique.

Le rapport de l'honorable M. Parent a dissipé en partie ces craintes, et, en donnant à l'élection de M. Grange son véritable caractère d'élection conservatrice et catholique, a démontré que les sentiments religieux bien connus du département en auraient assuré le succès, sans qu'il fût nécessaire pour Mgr Billiet d'intervenir avec l'ardeur peut-être déplacée qui s'est remarquée dans ses mandements.

Nous renvoyons nos lecteurs à la lettre de Versailles pour la suite de la discussion sur le projet de loi relatif à la marine marchande. Il a été voté à la majorité de 422 voix contre 239. Mais deux exceptions ont été faites au principe de protection reconnu par ce vote : l'une en faveur de la pêche, l'autre en faveur des sucres. Ce sont là des questions d'un intérêt supérieur, qui touchent de près et de loin l'existence économique du pays, et dont la solution reste réservée à des débats ultérieurs.

Nous donnons plus loin le compte rendu d'une séance de la commission d'initiative, où le ministre de l'intérieur a expliqué sa conduite au sujet du traitement des prévenus encore à juger par nos conseils de guerre et du maintien de l'état de siège à Paris; deux questions intimement liées l'une à l'autre et également importantes, dont M. Henri Brisson et ses amis avaient fait le sujet d'une proposition déposée sur le bureau de l'Assemblée.

Répandant aux feuilles radicales qui demandent chaque jour l'amnistie au nom de l'humanité, M. Casimir Périer a déclaré que le gouvernement était plus désireux que personne d'arriver au dénouement par toutes les voies légales. Quant à l'amnistie, la répartition qu'elle nécessiterait entre les innocents et les coupables, pour être à la fois juste et intelligente, serait une procédure tout aussi longue que l'instruction judiciaire, dont le terme ne saurait se faire longtemps attendre.

Les renseignements donnés par le ministre de l'intérieur, à l'appui de cette assertion, laissent espérer, en effet, que ce grand travail sera terminé dans deux mois au plus. Il ne sera pas indifférent alors, comme il l'a justifié dit, que la pénible mais nécessaire liquidation pénale de l'insurrection communaliste ait été poursuivie sans s'écarter des formes judiciaires et avec toutes les garanties qui assurent, pour les criminels ordinaires, la recherche de la vérité.

Nous n'avons jamais méconnu pour notre part l'importance de ce procédé aussi équitable en soi que politique, qui fait intervenir l'idée de justice après des événements qui, d'ordinaire, laissent trop derrière eux l'idée de vengeance. C'est aussi fermer la porte aux inégalités inévitables dans des mesures sommaires qui distribuent en secret la grâce ou le châtiment, et couper court, par conséquent, aux accusations de faveur et d'injustice, aux légendes de martyrs et de bourreaux.

Mais il ne faudrait pas néanmoins, sous le prétexte d'une juste distribution des peines et d'une impartiale recherche de la vérité, faire traîner si bien les choses en longueur, que la prison des prévenus devienne elle-même un cruel châtiment. La libération et la réhabilitation de l'innocent n'est pas alors une compensation suffisante; et la justice, pour avoir voulu être juste envers chacun, est soupçonnée d'avoir voulu punir systématiquement tout le monde.

C'est ce résultat fâcheux que nous avons redouté, et si nous avons critiqué les lenteurs et la procédure de nos conseils de guerre, c'est par un sentiment d'intérêt envers la bonne politique du gouvernement aussi bien que d'humanité envers les malheureux détenus.

L'état des esprits, le grand nombre des libérations faites ces temps-ci, et, nous ne l'écrivons qu'avec peine, les excès de la presse, paraissent à M. Casimir Périer des motifs impérieux pour maintenir encore l'état de siège dans la capitale. Nous espérons que le ministère, comprenant toute la gravité de la question, interprète avec sagesse et libéralité les symptômes de

la situation. Il y aurait danger à maintenir trop longtemps des rigueurs inutiles, bien que, ainsi qu'il l'assure, les honnêtes gens puissent vaquer à leurs affaires, comme à leur devoir, et que l'effervescence malsaine qui entretient les partis et les souvenirs de la Commune se soit entièrement apaisée.

Les nouvelles d'Espagne annoncent la continuation d'une certaine agitation politique dans la Péninsule. Barcelone aurait été le théâtre d'une démonstration radicale, qui n'aurait point donné lieu toutefois à une répression par la force armée.

L'ENQUÊTE MONÉTAIRE

Les efforts déjà faits de l'autre côté du Rhin, en vue de résoudre les difficultés qui naissent de la diversité des monnaies affinent une fois de plus la tendance des peuples à s'unir plus étroitement sous le rapport économique et leur volonté bien arrêtée d'abaisser les barrières qui peuvent encore mettre obstacle à la facilité des échanges. Il est certain, en effet, que l'unité du signe représentatif de la valeur de toutes choses exercerait la plus heureuse influence sur les relations des peuples entre eux; mais une semblable mesure, qui réaliserait un progrès considérable, est-elle possible sans nuire à certains intérêts nationaux, sans apporter un certain trouble dans la situation économique du pays? Telles sont les questions que le gouvernement impérial, déjà ébranlé cependant par les rapports favorables de plusieurs commissions désignées à cet effet, crut devoir soumettre à une enquête nouvelle sous le contrôle du conseil supérieur du commerce.

On se rappelle, en effet, que peu de temps avant la chute de l'empire, le conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie fut saisi, sur la proposition du ministre des finances, de l'examen des questions multiples et délicates qui se rattachent à l'unification monétaire ou, pour mieux dire, à l'établissement d'une monnaie internationale. Un questionnaire, mettant en relief tous les côtés du problème à résoudre, avait été rédigé dans ce but par une sous-commission choisie dans le sein même du conseil; chaque déposant avait à y répondre, et si dans le cours de l'enquête et comme cela se pratique toujours, des questions nouvelles ont surgi, on peut constater que dans le cours de la discussion les opinions se sont en quelque sorte condensées et ont eu pour objectif les deux points culminants du débat, à savoir : 1^o le maintien de deux étalons ou l'adoption d'un seul étalon; 2^o le frappe d'une pièce de 25 fr. en or à 9/10^e de fin, destinée à devenir la monnaie internationale.

Dans cette enquête, qui a duré près de cinq mois et n'a pas occupé moins de vingt longues séances, 32 témoins ont été entendus et 5 dépositions écrites ont été adressées au conseil supérieur. Il y a donc eu en tout 37 avis exprimés : 23 déposants ont soutenu le système de l'étalon d'or unique à 9/10^e de fin ayant pour base la pièce de 5 fr. et ses multiples; 11 déposants seulement se sont prononcés pour le maintien du double étalon; enfin 3 déposants ont préconisé le système de l'étalon unique d'or ayant pour base le gramme d'or et ses multiples décimaux, avec des pièces rondes métriques sans indication de valeur fixe. En réalité, 26 déposants se sont prononcés pour l'étalon d'or, tandis qu'il n'en est resté que 11 pour le maintien du double étalon.

Si l'on compare ces résultats à ceux

obtenus lors de l'enquête ouverte auprès des receveurs généraux et des chambres de commerce, il est permis d'en conclure qu'en France tous les hommes compétents en cette matière : économistes, législateurs, financiers, commerçants, sont favorables, en très grande majorité, au système de l'étalon unique. Nous n'entreprendons pas de faire ici un nouvel examen du mérite comparatif des deux systèmes; c'est un sujet qui a été étudié sous toutes ses faces et qui nous paraît maintenant épuisé. Nous ne voyons pas trop, en effet, quels arguments nouveaux on pourrait apporter à l'appui du maintien du double étalon métallique, c'est-à-dire d'un régime monétaire qui n'est même pas en harmonie avec le système métrique, dont il est une dépendance; car si dans le système métrique il y a pour chaque espèce d'objets une mesure unique dérivant du mètre, et c'est ce qui en caractérise l'essence, on ne comprend pas que pour la monnaie, c'est-à-dire pour la valeur des choses, il y ait une double mesure et un double étalon.

Tout ce que nous tenons à constater ici, c'est que l'opinion des écrivains les plus autorisés s'est prononcée dans le même sens à l'étranger. La nouvelle loi monétaire allemande en est une preuve à l'appui : l'un des articles de cette loi stipule en effet que, aussitôt que la circulation de la monnaie d'or sera assurée, l'argent cessera d'être monnaie légale et ne servira plus que comme monnaie d'appoint. Le trop plein de la monnaie d'argent trouvera ainsi un refuge facile et assuré en France, si l'on persiste à y maintenir le double étalon monétaire. On peut entrevoir dès à présent le trouble profond auquel est exposée notre circulation métallique : l'Angleterre, depuis longtemps déjà, a adopté l'étalon d'or unique; les États-Unis, par le rapport légal de 1 à 16, qu'ils ont établi entre l'or et l'argent, ont virtuellement abandonné le double étalon; enfin, voilà l'Allemagne elle-même, qui va bientôt donner à l'or seul le caractère de monnaie légale.

Ainsi, tous les grands États repoussent la monnaie d'argent; la France seule reste en arrière de ce mouvement. C'est une véritable révolution économique qui s'accomplit, dangereuse pour l'avenir de notre circulation métallique, et digne, par conséquent d'être méditée, quand on songe que le principe a été posé chez nous depuis de longues années déjà, et qu'il a suffi à l'Allemagne de quelques séances du Parlement pour passer de la théorie à la pratique. Quelle leçon pour un peuple qui prétend marcher à la tête de la civilisation! Nous montrons la voie du progrès aux États étrangers, et nous ne savons même pas les suivre.

Il ne faut pas s'y tromper, en effet, l'Allemagne a profité habilement de nos travaux et elle a pu retirer des conclusions de la conférence internationale de 1867 et des études faites depuis lors en France ce qu'il y avait de pratique pour se l'approprier. Du côté de nos voisins d'outre-Rhin, la politique monétaire habile et vigilante; de notre côté, au contraire, ajournement regrettable et incertitudes perpétuelles. Certes, nous ne pouvons qu'approuver la bonne pensée qu'a eue le gouvernement actuel d'ordonner l'impression des dépositions faites dans l'enquête monétaire devant le conseil supérieur du commerce. Cette publication prouvera à quelles études consciencieuses la question a été soumise; mais notre administration financière ne peut pas, ne doit pas s'en tenir là. Soit qu'un nouvel avis soit émis par le conseil supérieur du commerce, soit qu'une commission nommée ad hoc résume l'état de la question, il faut de toute nécessité prendre une décision; mais pour arriver à un ré-

sultat pratique, il faut d'abord préparer le terrain.

Quand nous aurons établi en principe que la monnaie d'or sera la seule monnaie légale, lorsque nous aurons introduit dans la circulation métallique la pièce d'or de 25 francs, type futur de la monnaie internationale, nous aurons donné aux États étrangers la preuve évidente de notre bon vouloir à accélérer la réalisation de cette importante réforme. C'est là, et la seule, que nous cherchons pas dans l'institution d'une nouvelle monnaie ayant pour base le gramme d'or et ses multiples décimaux, pièce conforme, nous le reconnaissons, aux indications de la science, mais que la pratique repousse, tant soit puissantes les habitudes prises de longue date : l'essai en a été fait en Allemagne, il y a quelques années, et il a été définitivement condamné. Que cette expérience nous serve de leçon. C'est donc, nous le répétons, dans l'assimilation et le rapprochement des monnaies existantes, dans la fusion coordonnée des types monétaires actuellement en usage, qu'on trouvera la seule application possible et pratique de l'unification générale des monnaies.

CHARLES LE TOUTZ.

LA QUESTION DU TIMBRE

Nous avons, par suite des nombreuses lettres et réclamations qui affluent dans nos bureaux, émis avec fondement cet avis que les destinataires recevant des compagnies de chemins de fer ou autres administrations, des colis de marchandises ou autres, ne doivent que le paiement du timbre apposé sur les quittances restant en leur possession.

Un communiqué du ministère de l'intérieur, adressé hier au Temps, confirme pleinement notre manière de voir. Les compagnies font d'ordinaire payer aux destinataires deux timbres; celui apposé sur les quittances ou lettres de voiture, et celui apposé sur le livre de décharge qui reste entre les mains des Compagnies. Il est évident que le destinataire doit l'acquiescement du timbre de la quittance; mais il est tout aussi évident que la Compagnie exigeant une décharge du destinataire à l'appui de ses pièces de comptabilité doit supporter le coût du timbre inhérent à cette décharge.

Reste à savoir maintenant si les Compagnies céderont, malgré l'évidence du droit des destinataires. C'est peu probable. Que les chambres de commerce s'emploient sans retard auprès des Compagnies pour faire cesser les abus dont le commerce se plaint à juste titre, et aussi, comme nous l'avons déjà conseillé, qu'un certain nombre de négociants s'associent pour faire décider la question par les tribunaux compétents.

PROPOSITION

CONCERNANT

L'Amnistie et la Levée de l'Etat de Siège

On nous écrit de Versailles :

Hier, mardi, la septième commission d'initiative parlementaire s'est réunie. L'ordre du jour portait l'examen de la proposition d'amnistie et de levée de l'état de siège, présentée par MM. Scholcher, Brisson et un grand nombre de leurs collègues.

M. le ministre de l'intérieur s'y est rendu pour donner son avis, qui était impatientement attendu.

Le ministre avait eu déjà l'occasion de le donner, lorsque M. de Pressensac présentait une proposition de même nature. Il s'était appuyé alors sur l'opinion de MM. les mi-

	Bourse du 31 JANVIER	Précéd. clôture	Premier cours	P. de
30	3 0/0.....	cpi	97 1/2	95 00
50	4 1/2 0/0.....	cpi	83	83 25
50	5 0/0.....	cpi	92 30	91 00
50	5 0/0 Emprunt 1871.....	cpi	92 30	91 00
50	Libéré.....	cpi	92 30	91 00
50	Emprunt Morgan.....	cpi	508 75	510
2 50	OBLIG. DU TRÉSOR.....	cpi	432 50	430
15	BANQUE DE FRANCE.....	cpi	3645	3630
15	CREDIT FONC. DE FRANCE.....	cpi	950	940
11 25	" "			

ministres de la guerre et de la justice, et il a cru devoir commencer par renouveler les mêmes déclarations. Cependant les choses ont subi quelques modifications depuis.

« On ne peut se dissimuler, a dit le ministre, que jamais une semblable situation ne s'était présentée et que, malgré la diligence apportée dans tous les services pour arriver, dans les voies légales, à une prompt expédition des affaires, on devait forcément s'attendre à des retards. Le gouvernement, du reste, fait tous ses efforts pour que le dénouement soit prochain. »

En principe, le ministre ne s'oppose pas à une amnistie; mais elle ne saurait être générale, et, en présence de la nécessité d'établir des catégories entre les détenus, ce qui ne peut s'obtenir que par l'instruction judiciaire, il y a lieu de continuer de procéder comme il a été fait jusqu'à ce jour.

La statistique fournie à cet égard, par le ministre vient à l'appui de son assertion; car les non-lués prononcés équivalent, pour la plupart, à une véritable amnistie.

Ainsi, le nombre des individus mis en liberté au 30 janvier, est de..... 19.223
Jugements rendus..... 3.743

Total d'affaires terminées..... 22.966
Prisonniers détenus à Versailles..... 2.500
Détenu préventivement sur les pontons..... 9.545
Total..... 11.045

On peut hardiment prévoir que, sur ce nombre, 3,500 seront mis en liberté pour non-lués.

Sur les 7,500 restant, et qui passeront en jugement, on peut encore compter que 3,500 seront susceptibles d'être acquittés.

On peut donc affirmer qu'avant deux mois tout sera terminé.

Un membre de la commission a élevé cet argument que l'instruction établissant qu'une certaine catégorie de détenus est susceptible d'être acquittée après jugement, il serait plus convenable de les mettre immédiatement en liberté.

Le ministre a répondu que l'instruction et le jugement ne sauraient être entravés. Il s'agit d'un très grand intérêt politique, sur lequel il ne croit pas devoir insister; et, de plus, la recherche de la vérité ne peut qu'en tirer les plus précieux profits.

Toutefois, a ajouté le ministre, le gouvernement est disposé à prendre à l'égard des condamnés toutes les mesures de clémence — grâce entière ou commutation de peine — que leur situation pourra leur avoir méritées.

Quant à la levée de l'état de siège, M. Casimir Périer n'a pu donner d'espérances bien arrêtées à la commission. Le gouvernement n'est point d'avis qu'il ait l'opportunité de prendre ce parti; l'état de siège est nécessaire encore à Paris, et, quelque douleur qu'il en ressent, il entend rester armé des pouvoirs exceptionnels qu'il lui confère.

Trois motifs graves viennent à l'appui de cette résolution, a dit le ministre: le nombre considérable de détenus des pontons rendus à la liberté, et qui ne sont pas corrigés par l'indulgence dont ils ont été l'objet; les agitations des partis, et les excès de la presse.

« Le gouvernement, a dit le ministre, se sert surtout de l'état de siège comme mesure de précaution.

« D'ailleurs, a-t-il continué, tout le monde peut s'en rendre facilement compte, l'état de siège ne gêne personne à Paris; et les honnêtes gens, qui n'en souffrent aucunement, ne s'en plaignent point. Les juridictions exceptionnelles autorisées par cette situation n'ont point été établies, et les tribunaux ordinaires n'ont point vu leur fonctionnement suspendu pour les délits de droit commun.

« Le gouvernement maintient donc l'état de siège à Paris jusqu'à nouvel ordre. »

LETTRES DE VERSAILLES

31 janvier.

C'est hier enfin, au début de la séance, qu'a été rapportée l'élection de M. Grange dans le département de la Savoie. L'affaire a été chaude, moins peut-être à cause de l'ardeur qu'ont montrée les champions des deux partis en lutte, que parce que d'avance la Chambre s'était préparée à de vives émotions.

Les faits sont simples. Aux élections du 7 janvier deux candidats seulement étaient en présence dans le département de la Savoie: l'un, M. Grange, recommandé par toutes les nuances du parti monarchique, qui persiste à s'approprier le titre de parti conservateur; l'autre, M. Jacquemont, accepté par toutes les nuances du parti républicain. Chacun de ces messieurs s'adressa à ses électeurs par la voie de la presse, des affiches, mit ses amis en campagne et, dans l'usage qu'il fit de tous les moyens légaux de publicité, alla jusqu'aux confins de l'abus. M. Grange obtint, en outre, l'insigne privilège d'être recommandé publiquement aux fidèles du diocèse de Chambéry dans une lettre adressée par Mgr Billat à MM. ses curés, lue au prône du dimanche. Le scrutin donna à M. Grange une majorité de 1,063 voix sur M. Jacquemont.

J'ai peu de choses à vous dire du rapport très consciencieux, très net, très complet de M. Pajot. Le compte rendu vu en rétrospect, les principaux passages. Vous remarquerez, seulement, que l'honorable rapporteur a touché très légèrement à la délicate question de la circulaire archiepiscopale à laquelle il n'a attribué d'autre portée que celle d'un simple conseil donné par le cardinal à ses subordonnés. Vous remarquerez, en outre que M. Pajot a cru devoir rechercher les opinions et les sentiments de M. Jacquemont, non point dans sa profession de foi, mais dans les proclamations qu'il a publiées certaines années, radicaux qui se ralliaient à sa candidature, faute d'une autre candidature plus conforme à leurs aspirations politiques. Vous remarquerez enfin que M. Pajot s'est montré d'une sévérité excessive pour certain passage d'une affiche où M. Jacquemont déclare être prêt à soutenir la République, même par l'action. La République étant à l'heure présente le gouvernement légal de la France, l'action que l'on émet à son service ne peut et ne doit s'entendre que de la légitime résistance à tout coup de force tenté par la réaction monarchique.

M. Parent, qui avait à combattre les conclusions du rapport tendant à la validation de l'élection de M. Grange, a eu le malheur de tomber dans le piège que lui avait tendu M. Pajot, et de suivre son adversaire sur le terrain des détails. Qu'importaient les détails de la lutte? qu'importaient les menues infractions commises par M. Grange aux règles de la liberté électorale? Il y avait un point, un seul point considérable à attaquer: la circulaire de Mgr de Chambéry. Il suffisait du déplacement de 532 voix pour ruiner la majorité obtenue par M. Grange: n'écoutez pas la circulaire de Mgr de Chambéry au total des suffrages donnés à M. Jacquemont? M. Parent, qui est un homme d'une incontestable valeur, a fait

une faute considérable en gardant pour la fin de son argumentation ce point capital. L'intolérance de la droite ne lui a point permis d'y arriver, et l'affaire a été jugée sans que la Chambre ait été appelée à résoudre cette question: « Le clergé est-il un corps de fonctionnaires? La pression exercée par le clergé dans une élection a-t-elle les caractères d'une pression administrative? »

Plusieurs orateurs ont essayé, mais en vain, de reprendre en sous-œuvre la thèse que M. Parent a négligée. M. Silva, M. Lepère se sont succédé à la tribune sans obtenir que la droite leur permit de parler, et l'élection de M. Grange a été validée à une forte majorité.

Le reste de la séance a été consacré à finir la loi sur la marine marchande. Tout a été dit dans la *Liberté* sur cette loi: je n'ai rien à ajouter aux critiques dont elle y a été l'objet.

On discutera ce soir la question de la dénomination des traités de commerce. M. Thiers prendra très probablement la parole, car il est venu sur la fin de la séance d'hier prendre place au banc des ministres.

On assure que le ministre de l'intérieur a adressé une circulaire aux préfets au sujet de la souscription pour la libération du territoire. Le ministre rendrait une justice méritée aux efforts patriotiques des personnes qui forment des comités, et il engagerait les préfets à se montrer très sympathiques; mais il leur recommanderait, en même temps, une très grande réserve, afin de ne pas compromettre la dignité du gouvernement et du pays dans le cas où l'initiative individuelle serait impuissante à réunir les capitaux suffisants. Il les autoriserait toutefois à donner, si cela était nécessaire, des garanties de sécurité aux personnes qui voudraient verser de l'argent.

REVUE DES JOURNAUX

Le manifeste du comte de Chambord est l'objet des commentaires de toute la presse. Si les opinions varient sur la portée politique et les conséquences pratiques des déclarations faites par le prince, elles sont unanimes sur l'élevation et la franchise de son langage.

Ce langage noble et fier, dit le *Soir*, fera sourire de pitié bien des gens qui ont encore foi dans la vertu des compromis, et pourra leur sembler impolitique. Nous ne sommes pas de cet avis. Comme le dit très justement le comte de Chambord, « l'erreur de notre époque est de compter sur les expédients de la politique pour échapper aux périls d'une crise sociale. »

Les expédients ne sauvent rien. Nous ne nous faisons aucune illusion sur les chances de succès qui restent encore à Henri de Bourbon. Nous savons qu'elles sont nulles. Mais en affirmant ses principes, comme il le fait aujourd'hui, en ne laissant plus subsister aucune équivoque sur les moyens qu'il croit bons pour régénérer la France, le représentant de la légitimité donne un grand exemple aux chefs de tous les partis, qui prétendent au gouvernement du pays.

Chacun dise comme lui, sans ambages et sans circonlocutions, ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas: qu'il développe son programme sans artifices et indique le but qu'il se propose d'atteindre; que chacun allume son flambeau, comme vient de le faire le comte de Chambord.

Certains partis, au lieu d'imiter de Conrart le silence prudent, devraient bien, en effet, avoir le courage de leurs opinions et jouer cartes sur table, comme le droit divin. Bien des complications seraient évitées, et les solutions cachées aujourd'hui aux yeux du pays sous les faux-fuyants et les détours innombrables derrière lesquels chacun met en réserve son véritable drapeau, paraîtraient peut-être un peu plus claires.

L'*Avenir national* se demande quelle sera la conduite future des orléanistes, dont l'espoir fusionniste vient d'être si cruellement déçu:

M. de Falloux, désavoué par son roi, va, dit-on, renoncer à la vie politique pour se consacrer entièrement à ses devoirs religieux; l'amélioration de la race porcine et au souvenir de M^{me} Schweiching.

Les princes d'Orléans vont-ils répondre par un manifeste au manifeste de leur royal cousin? Le comte de Paris va-t-il se soumettre ou se révolter? Ce fils de l'Allemande, ce rêveur germanique, que le comte de Chambord attire et que son oncle d'Annale retient, va-t-il se décider à déclarer nettement s'il se considère comme le successeur de Louis XIV ou comme le successeur de Louis de 1830? Va-t-il faire connaître sa pensée sur le droit politique, sur la papauté, sur toutes les grandes questions de ce temps? Non, M. le comte de Paris se taira. Ses patrons et ses serviteurs lui ont ordonné le mutisme. On garde M. le comte de Paris pour les exhibitions publiques, mais on ne défend de parler. On aurait peur qu'il se compromît, et la grande tactique des d'Orléans est, tout entière, à cette heure, dans cette pratique: ne pas se compromettre. Voilà pourquoi M. le duc d'Annale n'a même pas voulu voter dans la question économique de l'impôt sur les matières premières. L'ouvrier et l'industriel, voilà tout le plan de l'état-major orléaniste.

Le comte de Chambord, dit le *Courrier de France*, est venu affirmer une fois de plus l'essence du droit qu'il représente. La monarchie légitime, que la France a longtemps connue et qu'il se croit la mission de lui rendre, est avant tout l'incarnation du *loyalisme* politique et d'une morale supérieure; la croire capable de transiger sur son principe, c'est, en d'autres termes, se déshonorer.

M. le comte de Chambord, dit le *Courrier de France*, a voulu aussi « réveiller le zèle de ses amis et les prémunir contre les «*calumnies*» immorales. C'est pour cela que, parmi les dangers qui menacent la France, il met le désastre au même rang que l'anarchie, repoussant ainsi avec un loyal dédain les hommages stériles et les ouvertures insidieuses que, depuis quelques jours, le parti bonapartiste fait au parti légitimiste. Ainsi sont d'avance condamnés et reniés les royalistes qui ne craignent pas de tendre la main aux champions du désastre. Il n'y a, pour celui qui se croit roi, d'autre fusion possible que la reconnaissance des droits qu'il revendique, et la soumission des partis à son autorité.

Le *Temps* discute le manifeste au point de vue du drapeau. D'après lui, le drapeau est une chose historique et autre, le prince a tort de s'attacher avec autant de solennité à un symbole qui ne fut pas même celui de sa race.

Nos plus médiocres bacheliers, dit-il, savent qu'il n'en a pas été ainsi; ils savent d'une part que la couleur du drapeau a plus d'une fois varié, et que, même sous Louis XV, le blanc n'avait pas encore uniformément prévalu, et ils savent, d'autre part, que le drapeau tricolore ne date pas de 1789, mais de 1793, c'est-à-dire des premiers moments de la révolution, et renvoie les royalistes à la Restauration et à la loi de 1815.

On a point de vue strictement historique, le drapeau tricolore est l'emblème de la monarchie constitutionnelle, constitutionnelle et libérale que voulait fonder les constituants de 1789. Mais la Restauration eût pu et dû le conserver en 1815, et M. le comte de Chambord ne le proclamerait pas, s'il avait des connaissances historiques, au lieu d'avoir des préjugés. Son cas, sans doute,

fût demeuré très difficile, même avec le drapeau tricolore, mais il eût du moins gardé la consolation de ne pas s'immoler à une chimère, et il ne se fût pas isolé, par sa faute, de la patrie qu'il se croit seul en état de sauver.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LES RAPPORTS DU TRÉSOR AVEC LA BANQUE DE FRANCE

MM. Rouland, gouverneur de la Banque de France, A. de Rothschild, Mallet et Davillier, ont été entendus aujourd'hui par la commission du budget pour fournir des explications relatives au traité conclu entre la Banque et le gouvernement.

Il a été également appelé à s'expliquer sur la compensation que l'on pourra opérer, au point de vue des intérêts, entre le compte courant du Trésor à la Banque et les sommes dues à la Banque par l'Etat.

On sait en effet que le Trésor paie des intérêts sur la totalité des sommes dont il a disposé, quoiqu'une partie de ces sommes soit ensuite déposée en compte courant sans intérêt.

La commission du budget désirait savoir si l'ancien traité qui permettait au Trésor d'être débiteur de 60 millions sans payer d'intérêt était encore en vigueur.

Le gouverneur de la Banque a répondu que rien n'avait été changé à cet égard, et que le gouvernement pouvait toujours s'en prévaloir s'il le jugeait à propos.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Nous avons rapporté avant-hier, d'après un journal de Lyon, les paroles qu'aurait prononcées le nouveau préfet du Rhône, lors de sa première entrevue avec la municipalité lyonnaise.

A ces paroles, il faudrait ajouter les suivantes: « Je respecterai toujours les élus du suffrage universel, quelle que soit leur couleur politique. »

« C'est aux parisiens qu'il appartient de mériter et d'obtenir la confiance des électeurs, et, cette confiance manifestée, le représentant du pouvoir exécutif n'a pas à intervenir. »

Nous avons déjà annoncé l'adoption, à l'unanimité, de la candidature de M. Lepouzé, par les députés cantonniers républicains du département de l'Eure, pour l'élection complémentaire du 11 février.

Ajoutons que M. Lepouzé est conseiller général et maire de la ville d'Evreux, et que tous les journaux de la contrée sont d'accord pour vanter son intelligence administrative, ainsi que sa ferme attitude pendant l'invasion.

On donne toujours pour concurrent monarchiste à M. Lepouzé, M. de Blasseville, riche propriétaire du département.

Quant à la candidature bonapartiste de M. d'Albifera, on continue d'en parler à petit bruit; mais elle ne s'est encore annoncée par aucune circulaire ni par le manifeste d'aucun comité de patronage.

Encore le comité de la rue Grôlée.

S'il fallait en croire le *Courrier de Lyon*, ce fameux comité, qui a cependant pris soin d'annoncer lui-même sa dissolution, par l'organe du relieur Favier, son président, existerait et fonctionnerait encore:

Pour qu'on n'en ignore, dit le *Courrier de Lyon*, le comité Grôlée envoie des adresses aux comités radicaux de Paris afin de les féliciter d'avoir adopté sa triomphante idée du mandat impératif. Chacun des arrondissements de notre ville a été divisé en dix-sept sections, ayant leur point de ralliement, leur mot d'ordre et leur chef.

De notre côté cette organisation se propage, à l'aide d'imitations, dans tout le Midi, et les éléments anarchiques forment une sainte ligue prête à se lever à un signal, pour la cause de la commune.

Ajoutons qu'aucun autre organe de la presse locale, même parmi les collégiennaires politiques du *Courrier de Lyon*, ne paraît croire à cette résurrection ténébreuse, qu'il faut sans doute ranger au nombre de ces informations alarmantes que le *Journal officiel* a démenties avant-hier, en ce qui touche la ville de Paris.

Un journal parisien assure qu'il n'est pas exact que le ministre de l'instruction publique ait cassé l'arrêté préfectoral de M. Duportal, qui supprimait, à Toulouse, l'institution des frères de la doctrine chrétienne. La *Gazette du Languedoc*, journal légitimiste de Toulouse, annonce positivement, de son côté, que l'arrêté ministériel en question a été rendu à la date du 19 janvier.

Il nous paraît vraisemblable que c'est la *Gazette du Languedoc* qui est dans le vrai.

Qui ne se souvient du fameux Bergeret lui-même, l'une des caricatures militaires de la Commune?

Ses exploits nous étaient connus, en tant que « général »; mais l'obscurité régnait encore sur ses origines. L'*Annuaire de Gap* nous les fait connaître aussi:

Le général commandant Jules-Henry-Marins Bergeret est originaire de cette ville, où il est né, le 15 juin 1831.

Sa mère était une fille Joséphine-Augustine Borel, née de Turin, et dont les parents tenaient un hôtel à Gap, porte Jussieu, maison Bonnet; c'est là sa maison de naissance. Il fut reconnu le 8 juillet suivant par sa mère, alors âgée de dix-sept ans, et par son père, Jacques-Jules Bergeret, sergent-major, moniteur général de l'école régimentaire du 23^e de ligne, en garnison à Gap et originaire d'Orthez (Basses-Pyrénées).

Nous extrayons d'un des derniers comptes-rendus de l'Académie des sciences les lignes suivantes, que nous reproduisons sans commentaires; elles n'en ont pas besoin, du reste:

« Il y a sept ans, raconte M. Guizot, causant avec un manufacturier de Manchester, je lui demandai combien, sur les 270,000 ouvriers que renfermait cette ville, on en comptait d'une conduite ordinairement honnête, ne s'enivrant pas ou s'enivrant peu et donnant à la lecture une partie de leurs loisirs. — Les deux tiers, répondit le manufacturier. — Et, demanda encore M. Guizot, s'il survient quelque grand désordre, quelle serait l'attitude de cette population? — Oh! répartit l'Anglais, nous sommes tranquilles; les honnêtes gens ici sont plus hardis que les coquins. »

LES ACTES OFFICIELS

PROMULGATION DE LOIS

Le président de la République française promulgue la loi qui abroge l'article 11 de la loi du 18 avril 1869, relatif au vote et au règlement définitif du budget extraordinaire de la ville de Paris.

Est également promulguée la loi relative à l'augmentation de la part contributive de l'Etat dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris.

CHEMIN DE FER D'INTERET LOCAL

Par décret du président de la République, est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de la limite des départements du Loiret et d'Eure-et-Loir, vers Patay, à Nogent-le-Rotrou, par Châteauneuf.

NOS INFORMATIONS

LES AFFICHES

Des affiches, apposées hier soir, invitent toutes les personnes décorées de la Légion d'honneur, de la médaille militaire et d'ordres étrangers, à se présenter dans le plus bref délai à la mairie de leur arrondissement avec leurs brevets et autres pièces établissant leurs titres. Lesdites pièces leur seront immédiatement rendues après examen. Cette invitation a pour cause la nécessité de reconstituer les matrices de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, détruites par les incendiaires de la Commune.

ÉDILITÉ

Avis aux cochers. — Toutes les rues aboutissant au square des Batignolles sont en ce moment barrées, à l'exception de la rue des Moines. Cela provient de ce que le pavé qui entoure le square est partout remplacé par du macadam. Tandis que sur les côtés de droite et de gauche on travaille à dépaquer la chaussée, devant l'église, les rouleaux compresseurs écrasent jour et nuit des cailloux. Les travaux seront probablement entièrement terminés vers le 6 ou le 7 du mois prochain. On procédera ensuite au repavage de la rue Cardinet, dans sa partie qui va de la rue Truffaut à la rue de Rome. Les pavés y sont en effet tellement inégaux, qu'il y a, par les temps de pluie, véritable danger à s'aventurer par ce chemin.

D'importants travaux viennent de commencer à Batignolles, au marché de la rue Brochant. On abat la partie du marché qui se trouve à gauche de la rue en venant du square des Batignolles, pour la reconstruire en fer, comme la partie située à droite de la rue. Les marchands du côté gauche se sont provisoirement établis dans les échoppes en planches qui donnent sur la rue des Moines. La durée des travaux sera de deux mois et demi environ.

La ville vient de faire entourer de palissades l'immense terrain vague qui se trouve située au coin du boulevard Mouton et du boulevard Malesherbes. C'est pour empêcher les rôdeurs de nuit d'établir leur quartier général que cette mesure a été prise.

Tout le monde connaît la saillie que présente, dans une longueur de 12 mètres, l'immeuble sis à l'angle de la rue Saint-Martin et du boulevard Saint-Denis. Depuis longtemps, on cherchait à faire disparaître ce défaut d'alignement si préjudiciable à la circulation publique, incessante sur ce point. L'ancienne administration avait engagé, à des reprises différentes, des pourparlers avec le propriétaire de l'immeuble; mais on n'avait pu tomber d'accord sur l'indemnité réclamée.

Mais, par suite des événements de mai, la situation a changé: les fédérés, pour lutter contre l'armée régulière, furent obligés de se sauver. Selon le plan qu'ils semblaient avoir adopté, et pour créer de nouveaux obstacles, ils mirent, ou mieux, tentèrent de mettre le feu à cette maison; ils ne réussirent heureusement pas. Toutefois, leur tentative causa à la propriété des dégâts assez grands pour nécessiter sa reconstruction.

C'est alors que les pourparlers anciens furent repris entre le propriétaire et l'administration municipale, et cette fois ils ont abouti. Moyennant une indemnité, le propriétaire démolit sa maison en façade sur la rue Saint-Martin, et qui forme pignon sur le boulevard, avec 10 mètres de terrain, et articule l'alignement.

LES RESTAURATIONS DE LA COLONNE DE JUILLET

Nous avons annoncé il y a quelques jours que l'on commençait les travaux de restauration de la colonne de Juillet. Un de nos reporters a visité hier le monument et a recueilli les renseignements suivants:

On sait que la colonne repose sur les voûtes du canal Saint-Martin et que les communs, en se repliant sur Belleville, ont essayé de la détruire en faisant brûler sous la voûte deux bateaux chargés de pétrole. Les caeuves souterrains où ont été déposés les cercueils des combattants de juillet 1830 et de février 1848 ont été très endommagés par les flammes, et on les restaure en ce moment. Les murs de soutènement de la voûte ont résisté, et les architectes ont été d'avis qu'il n'y avait pas lieu de les refaire à nouveau.

On se borne donc à remplacer les pierres calcinées et lézardées et toute cette partie du canal est en ce moment écaillée. Le travail le plus délicat est sans contredit celui qui consiste à faire disparaître les trous des voûtes qui ont en maint endroit traversé la feuille de bronze. Un seul projectile, parti des Buttes-Chaumont a atteint le fût de la colonne, tous les autres, et l'on en compte 97, ont frappé la partie du monument qui regarde la Seine; ils venaient des canonniers embossés au pont d'Austerlitz.

Le bronze de la colonne a deux centimètres et demi d'épaisseur; tous les trous qui l'ont touché ont traversé, éclatant à l'intérieur, et jetant bas l'escalier et la charpente intérieure. Ce n'est pas chose facile que de remettre aujourd'hui la colonne en état: nous avons vu les habiles ouvriers à l'œuvre, ils démontent en carré la partie atteinte par le projectile et lui substituent une plaque de bronze de même épaisseur qu'ils soudent ensuite. Le travail de mosaïque est excessivement long, et les ouvriers nous ont affirmé que les réparations ne seront pas terminées avant dix-huit mois.

On évalue à 250,000 francs la somme nécessaire pour faire face à ces restaurations.

LE CHATEAU DE MEUDON

On a annoncé ces jours derniers qu'on allait vendre aux enchères publiques les matériaux provenant du château de Meudon, d'où beaucoup de personnes avaient conclu qu'on allait démolir ce qui reste de ce palais.

Il n'en est rien. Hier, en effet, a eu lieu devant le château, à la requête du receveur des domaines, une vente aux enchères; mais on n'a mis en adjudication, en plusieurs lots, que des fers, de la ferraille, de la fonte et du plomb provenant des ruines du palais.

Quant aux ruines en elles-mêmes, nul ne peut dire quelle sera leur destinée. Il est permis de croire que ce monument historique sera sinon reconstruit, du moins conservé dans l'état où l'a laissé la guerre.

LES COLONNES DE L'ÉGLISE DE LA TRINITÉ

L'église de la Trinité offre en ce moment un spectacle singulier: sur toutes ses colonnes sont collées, à la grande indignation des passants, d'immenses affiches bleues d'un magasin de nouveautés que nous ne voulons pas désigner. Nous avons compté plus de soixante de ces affiches. Il y a cependant un règlement de police qui interdit absolument d'afficher sur les églises. Pourquoi ne l'observe-t-on pas? Il n'y a plus de raison, si on laisse ainsi le champ libre aux faiseurs d'annonces, pour qu'ils ne finissent par coller au-dessus des bénédits des avis rappelant au public que telle maison de nouveautés a du madapolam extrasuperfin.

L'ÉPIDÉMIE JAUNE

La jaunisse que nous avons signalée à l'état épidémique à Paris et dans les environs, après une période de décroissance, reparait aujourd'hui avec cette singularité qu'elle ne s'attaque plus qu'aux femmes. Dans certains quartiers excentriques, et notamment à Belleville et Ménilmontant, presque toute la partie féminine de la population a l'épidémie des jaunisses de la Chine. L'Académie de médecine s'est émue de la persistance de cet *ictère essentiel*, c'est-à-dire sans cause appréciable pour apparaître épidémiquement, et le rapport qui vient de lui être communiqué constate que la plupart des individus atteints de cette affection n'ont présenté aucun symptôme morbide, sauf la coloration anormale. Il faut, d'après la récente communication, chercher la cause de l'épidémie jaune dans les émotions morales que vient de traverser la population parisienne et surtout les habitants exposés aux feux des armées assiégées.

Un fait à signaler: les régiments campés à Paris et aux environs n'ont pas échappé à l'épidémie. A Saint-Germain-en-Laye, par exemple, un certain nombre de soldats se sont présentés à la visite uniquement parce qu'ils étaient jaunes, et ont été exemptés de service plutôt pour la maladie qu'ils paraissaient avoir que pour une indisposition bien caractérisée.

LA PLACE DES VOITURES DU PASSAGE DES PRINCES

Pendant qu'on est en veine de réforme, et qu'on déplace les stations de voitures de la rue Talbot et de la gare Saint-Lazare, pour quoi ne pas déplacer aussi celle qui se trouve sur le boulevard, juste à l'entrée du passage des Princes? Non-seulement elle gêne singulièrement la circulation, mais les personnes âgées ont, grâce à l'encombrement causé par cette longue file de voitures, la plus grande difficulté à traverser le boulevard. Hier encore nous avons vu une vieille dame frappée d'un coup de tête de cheval au moment où elle venait passer entre deux fiacres. Ne pourrait-on la transporter rue Monsigny ou dans quelque-une des rues voisines, qui sont très peu fréquentées?

LE RIDEAU DU NOUVEL OPÉRA

Différents projets de rideaux ont été soumis à M. Garnier pour le nouvel Opéra. M. Garnier a rendu sa réponse hier aux concurrents, et n'a accepté aucun des projets qui lui avaient été soumis. Il est probable que M. Garnier s'en tiendra à la reproduction du rideau de l'Opéra actuel, qui représente, ainsi qu'on sait, Louis recevant de Louis XIV des lettres patentes pour la création d'une académie royale de musique.

Puisque nous parlons du rideau de l'Opéra actuel, pourquoi donc a-t-on posé le nouveau cartouche de M. Garnier avec si peu de soins que les anciens N dépassent encore de quelques centimètres, et sont parfaitement visibles?

LA FOIRE DE GONESSE

Tous les ans, auparavant, avait lieu, le 2 février, la foire aux moutons de Gonesse, une des plus achalandées des environs de Paris. Cette année, le typhus, qui décime les moutons, est tel que la municipalité de Gonesse a dû, sur l'avis du préfet du département, se décider à interdire cette année la foire aux moutons.

C'est un grand préjudice porté au commerce du pays; mais les inconvénients qui résultent de la vente d'un si grand nombre de moutons eussent été beaucoup plus graves encore, car il eût été impossible d'empêcher que, parmi les bêtes achetées et vendues, il ne s'en trouvât beaucoup de malades.

TENTATIVE DE SUICIDE D'UN ÉTUDIANT

Les habitants de la maison qui porte le numéro 3 de la rue de l'École-de-Médecine s'étonnaient de n'avoir pas vu descendre de sa chambre depuis quatre jours le sieur Étienne H., étudiant en médecine. Hier matin, on se décida à enfoncer la porte et on trouva Étienne H., râlant sur son lit. Il avait allumé le matin, à sept heures, un réchaud de charbon, et la chambre était pleine d'une épaisse fumée. Le docteur Bellot, immédiatement appelé, prodigua ses soins au mourant, qui rappela à la vie. Étienne H... déclara que pendant trois jours il avait hésité à allumer son réchaud; le matin seulement il s'y était décidé. Depuis le moment où il s'était enfoncé, il n'avait pris aucune nourriture. Il avait été poussé à cet acte de désespoir par des chagrins d'amour. La famille d'Étienne H... a été immédiatement prévenue.

UN SUICIDE D'UNE JEUNE FILLE DE QUINZE ANS

Lundi soir, des cris épouvantables mirent en émoi tout le quartier du faubourg Saint-Martin. Une femme, les cheveux en désordre, parcourait le faubourg, en demandant du secours, afin de pouvoir sauver sa fille qui, malgré ses prières, voulait à toutes forces en finir avec la vie. La foule s'étant amassée autour de la pauvre femme, quelques individus s'en détachèrent et suivirent la mère jusqu'en son domicile de l'impasse du Travailleur, n° 8, où, après avoir été obligés de forcer la porte, ils trouvèrent sa fille, la nommée Hélène Ardent, âgée de quinze ans, qui se balançait au plafond, pendue avec un double fouet qui lui avait fait au cou une immense cicatrice.

On ignore le motif qui peut avoir poussé à cette extrémité la malheureuse enfant. La mère, qui à l'heure où nous écrivons ces lignes est complètement folle de désespoir, attribue sa résolution au refus qu'elle venait de formuler à une demande de mariage qui n'était point de son goût.

TROIS SUICIDES

Nous avons encore à enregistrer plusieurs suicides:

cruel désappointement qu'il a éprouvé à ce propos.

Passant ensuite aux motifs qui ont déterminé le gouvernement à supprimer la section catholique du ministère des cultes, M. de Bismarck déclare que, il y a quatre ans déjà, il avait conseillé au roi l'adoption de cette mesure. Un nonce accomplissant franchement sa mission vaut mieux que cette section.

Il ajoute que tous les organes de la presse catholique allemande affectent une attitude solitaire. Cette presse pourrait appeler, dit-il, la Ligue de la presse rhénane gallophile. Cette solidarité s'étend à l'étranger jusqu'à Genève et plus loin encore. Laissons de côté, dit M. de Bismarck en terminant, les disputes théologiques que l'esprit hiérarchique seul alimente.

LES CORRESPONDANCES

LETTRES ALSACIENNES

Strasbourg, 26 janvier 1873.

Le fameux bal du 18, donné par l'état-major prussien, a été interrompu par un accident que les gens superstitieux regardent comme un fâcheux présage pour le nouvel empire. Vers deux heures du matin, le général Franchesi était en train de lire une dépêche, lorsqu'un des grands miroirs que l'on avait fixés à la muraille pour la circonstance se détacha tout à coup et se brisa sur la tête de l'infortuné général. On prétend même que la tête passa au travers du miroir, dont les brisures concentrées formèrent un véritable collier de force. La blessure est grave, et l'on ne savait hier soir encore si elle ne serait pas mortelle. Il faut même, vu la dimension du miroir, que ce Prussien ait la tête très dure, pour n'avoir pas succombé du coup.

Or, savez-vous ce que les Allemands ont supposé immédiatement? Que c'était un coup monté, que l'ouvrier qui avait fixé le miroir en avait médité et préparé la chute; bref, qu'il y avait là une conspiration contre les têtes allemandes des deux sexes qui devaient assister au bal.

Ce qui est certain, et j'ai honte à le dire, c'est que les Strasbourgeois ont pris gaiement la chose; je n'en ai pas entendu un seul prononcer une parole de commination, et témoigner quelques sentiments de pitié pour le pauvre homme. On se disait : « C'est peut-être mal, mais vrai, cela nous fait plaisir, et nous ne regrettons qu'une chose, c'est que le miroir n'ait pas pu égarer du coup tous les Allemands du bal avec leurs femmes et leurs filles. Le hasard, puisqu'il se mêle de nos affaires, aurait dû faire les choses un peu plus grandement. Une seule tête de Prussien, qu'est-ce que cela? Une hécatombe, à la bonne heure! » Il fallait se contenter d'une seule tête; mais l'esprit français, qui a résisté jusqu'à présent à l'atmosphère allemande, en a fait une véritable tête de turc. « Savez-vous le régal que se sont offerts les Allemands à leur grand bal? Un Prussien frappé à la glave! »

En se reconstruisant le matin, deux Strasbourgeois se demandent : si l'accident de la nuit a rompu la glace entre les Allemands et les Alsaciens.

Un médecin prétend que la blessure de M. le général Franchesi ne saurait être grave.

— Pourquoi? lui demande-t-on?

— Parce que ce qui a causé le mal a dû le guérir.

— Comment?

— Eh bien! N'ordonne-t-on pas pour ces sortes de blessures des applications de glace?

— Décidément, dit un autre, nos meubles mêmes ne peuvent plus sentir les Prussiens, puisqu'ils leur tombent dessus.

Si M. Franchesi n'a pas eu les oreilles coupées par son miroir, elles ont dû joliment lui tinter. La presse allemande, si elle lit ces lignes, va, je le sais, crier au scandale. « Voilà bien cette nation française et son insupportable légèreté, qui ne respecte rien et son manque de cœur, qui fait qu'elle insulte aux sentiments les plus sacrés. »

Un instant, messieurs les Allemands, vous nous faites des jours assez sombres, pour qu'il nous soit permis de les égarer un peu à vos dépens; et, quant à notre manque de cœur, nous avons vu le lendemain de la capitulation sur nos blanches fumantes. Nous nous souviendrons toujours de leur air, de leur attitude odieusement impertinente, et lorsque vous osez nous reprocher notre haine, nous vous renverrons à vos Gretchen sentimentales, qui trouvaient que, pour la beauté du coup d'œil, on n'avait pas assez brûlé et détruit à Strasbourg.

Ah! certes, nous avons du cœur, mais... pour d'autres que pour vous. Il y a eu de temps, la petite ville de Vasselonne organisait un concert au bénéfice des victimes de la guerre en France; un programme tout français attirait un public nombreux. Des jeunes filles en blanc avec des rubans verts, faisaient la quête dans des corbeilles tricolores, et dans un banquet, après le concert, on portait un toast à notre noble et chère France. Le concert produisit 500 fr.

Le mouvement du sou français a commencé à Strasbourg. Personne ici ne refuse son obole pour contribuer à la libération du sol français; on est heureux que l'exemple donné par nos dames d'Alsace porte ses fruits, et que ce mouvement de charité nationale s'étende et se généralise. Pendant que nous donnons, les Prussiens volent; il y a quelques jours, le percepteur de Colmar nouvellement installé est parti, emportant la caisse avec cent mille francs. Ne vous avais-je pas dit que nous serions bien administrés?

Un renseignement important pour finir: Sous peu, quinze mille (15,000) ouvriers allemands vont être envoyés à Strasbourg pour travailler à la construction des forts qui doivent entourer la ville.

Les ouvriers (ouvriers terrassiers et maçons principalement), camperont dans la plaine de Wolfshausen, où ils seront baraqués. Trois fois devront être terminés dans un an: à Hausbergen, Mundolsheim et Wolfshausen. Est-ce que l'on déploie en France la même activité?

ÉCHOS MILITAIRES

La grande manœuvre que nous avions annoncée comme devant avoir lieu lundi, 29 du courant, sur les terrains de Rueil, la Celle-Saint-Cloud, Bougival et Marly, a été contre-maître au dernier moment.

Les pluies persistantes de ces derniers mois ont tellement détrempé le terrain, aux environs du camp de Villeneuve-Étang, que, malgré le beau temps relatif de la journée, il a été reconnu impossible de faire manœuvrer dans les terres labourées les batteries qui devaient assister à cette opération.

Au dire des officiers d'artillerie que nous avons consultés, il est même probable qu'à moins de circonstances atmosphériques tout à fait particulières, les terrains précédemment

désignés ne seraient pas praticables de longtemps. Tout devra donc se reporter, quant à présent, pour les troupes campées autour de Paris, à des manœuvres de détail, à l'école de bataillon et aux évolutions de régiment.

Des ordres ont été donnés par le général Douai, commandant le corps d'armée, pour la reprise ordinaire du travail.

Nous avions annoncé, dans un de nos précédents numéros, que le ministère de la guerre, justement ému des réclamations du public, de la presse et de tous les militaires compétents, qui blâment énergiquement l'installation des camps permanents autour de Paris, avait proposé leur dissolution.

Le *Bien Public*, organe officieux de Versailles, nous affirme, dans son numéro d'hier, que cette nouvelle est sans fondement, et que, malgré les attaques malveillantes et quelquefois habiles de bien des feuilles hostiles au gouvernement, il n'a jamais été question en haut lieu de revenir sur le baraquement des troupes. A ce moment se fait le choix, ajoute le journal de M. Vignault, aujourd'hui que les troupes ont déjà passé presque toute la mauvaise saison dans les camps, et qu'on a pu apprécier toutes les avantages que les régiments retirent de ce nouveau mode d'installation.

Nous ferons observer à notre honorable confrère que nous n'avons jamais cru faire acte d'hostilité au gouvernement en critiquant une institution que presque tous les journaux, même les mieux intentionnés, blâment avec nous. Que le *Bien Public* préconise le baraquement des troupes en plein air pendant la mauvaise saison, c'est son droit; mais nous croyons ne pas outrepasser le nôtre en certifiant et en prouvant qu'il doit parler certainement avec plus de bonne foi que de raison. Il y a quelque chose qui a plus d'esprit que Voltaire, c'est tout le monde; et nous pouvons affirmer, sans crainte de trop nous avancer, que tout le monde — au moins à bien rares exceptions près — désapprouve ces nouveaux campements. On serait embarrassé de citer contre nous l'opinion d'un homme compétent et désintéressé; mais en revanche nous comptons par milliers les généraux et les militaires qui ont approuvé nos observations.

Nous tenons de source certaine qu'on s'est vivement ému à Versailles des critiques et des réclamations nombreuses dont les baraquements ont été l'objet. Si l'on n'a pas adopté comme principe la dissolution des camps, leur maintien a été mis plusieurs fois en question. Quels que soient les premiers frais d'installation, il y aurait encore selon nous avantage pour le Trésor et pour l'armée à revenir sur une épreuve aussi peu concluante et aussi dispendieuse. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

BIBLIOGRAPHIE MILITAIRE

Le *Fusil Chassepot*, son emploi comme arme de jet, comme arme de main, par M. A. Girard, lieutenant au 91^e de ligne.

Ouvrage fort bien fait, quoiqu'un peu long, et dont nous recommandons surtout la lecture aux officiers d'artillerie, qui s'imaginent trop facilement que tout ce qui n'appartient pas aux armes spéciales est incapable de discuter sérieusement les œuvres du trop fameux comité.

Dans la première partie de son ouvrage, M. Girard considère le fusil Chassepot au point de vue balistique, et les inconvénients qu'il signale dans l'armement de l'infanterie ne sauraient être mis en doute. Ils ont dû faire l'objet de bien des rapports que l'école de tir de Vincennes et l'artillerie repoussaient systématiquement. C'est l'histoire éternelle de nos réformes militaires, que la dure expérience du malheur peut à peine nous entraîner à adopter.

L'auteur signale, dans le deuxième chapitre de son travail, les inconvénients du tir à volonté, qu'il voudrait voir remplacer par le tir à commandement. Il cite, à l'appui de son dire, une foule d'exemples tirés de cette dernière guerre. Tous ne nous ont pas convaincus; mais si nous faisons nos réserves quant à l'ensemble, nous reconnaissons avec franchise que bien des détails méritent d'être pris en considération.

Ajoutons, en terminant, que l'ouvrage de ce jeune officier est encore un des meilleurs que nous ayons lus. Il serait à désirer que la commission de réorganisation de l'armée s'inspirât des observations qu'il contient.

La *Question militaire en 1871*, par le baron d'Aupiais de Blans.

Ouvrage qui n'est, à proprement parler, que l'exposé complet, mais fort bien présenté, des institutions et de l'organisation militaire de l'Allemagne.

Nous regrettons que l'auteur n'ait pas profité de la connaissance pour signaler dans son travail la nature des réformes à introduire dans notre armée, en établissant une sorte de parallèle entre l'état des forces des deux pays.

Néanmoins, l'ouvrage de M. d'Aupiais est un des plus utiles à consulter quand on désire se renseigner sur l'état des forces militaires en Allemagne. — MOUSSEBOULE.

HOMMES ET CHOSES

Les journaux communs emploient, chaque jour, une assez grande quantité de lignes à prouver que l'Internationale n'est point, comme on le pense, une effroyable machine à complois sur le point d'éclater. C'est une armée de petits saints, commandée par un état-major d'apôtres, n'ayant que le bonheur de l'ouvrier pour but et ne travaillant qu'à lui donner le bien-être et la liberté.

Le bien-être, ceux qui travaillent l'ont déjà; et quant à la liberté, je trouve qu'ils en ont beaucoup plus que le bourgeois, à qui on ne laisserait pas organiser une société aussi nombreuse que l'Internationale sans faire jeter les hauts cris à tous les choryphées du radicalisme.

Rien dans les mains, tout dans les poches, voilà la devise de ceux qui ont trempé dans la Commune; et c'est avec une partie de l'argent gagné en cet heureux temps de gouape, ou les citoyens Deslay et Jourde bataillaient chaque jour avec le marquis de Pleuque pour obtenir un million, que sont soudoyés les enfants perdus du parti.

Je ne vois pas, sans y réfléchir profondément, des engins de forme inconnue : pétards, bombes ou grenades, éclater tout à coup dans les rues et au milieu des jardins publics; et cela me fait songer sérieusement aux quatre-vingt mille fusils qui ont manqué à l'appel lorsqu'on a désarmé la garde nationale; aux vingt ou trente canons qu'on n'a pu retrouver et qui dorment enfouis dans quelque cave des faubourgs.

Je n'ai pas non plus cette lettre que Blanqui vient d'adresser à l'Académie des sciences pour l'entretenir de ses idées sur la

lumière zodiacale. Cela me fait absolument l'effet du bloc enfariné, Blancin, en prison depuis si longtemps, dont le cœur est gonflé de fiel et ne respire que la haine et la vengeance, venir nous révéler ses découvertes sur l'intensité des feux célestes, sur les tâches ou les aspérités qu'il a remarquées sur l'astre solaire, je le trouve fort!

C'est assurément pour attendre bons juges. Son avocat ne manquera pas de pincer cette corde harmonieuse, et de prouver que Blanqui ne s'est jamais occupé de politique, et qu'il est bien naturel que ce pauvre homme nese soit occupé que de la lumière, lui qui est plongé depuis vingt-deux ans dans l'obscurité des cachots de la réaction.

Je parlais tout à l'heure du marquis de Pleuque, sous-gouverneur de la Banque de France. C'est un gentilhomme de verte allure et un diplomate de première force. Il l'a prouvé pendant la Commune.

La Banque, qui a subi de si rudes assauts; qui s'est vue protégée, sinon gouvernée par le citoyen Deslay, un vieux démocrate, riche par lui-même, ce qui lui donnait des allures austères et désintéressées, — et rançonnée au nom de l'hôtel de ville par l'entremise de Jourde, un jeune gaillard aux dents longues et aguillées par une précédente gène; qui s'est vue imposer pour gouverneur M. Ernest Picard, et n'a échappé à cette nouvelle calamité que par la vigueur de son attitude, — la Banque, dis-je, conseillée par le diplomate Breton, vient d'avoir une triomphante idée.

— Sac aux écus! s'est-elle dit, il y a encore trop de Picards, de Ferrys, de Lavertuys et tant d'autres en disponibilité. Un de ces jours on pourrait encore nous en lancer un à la tête, et il serait de mauvais goût de renouveler une opposition, qui nous honorerait, mais qu'on accablait de bon droit en disant: — Pardon, nous la connaissons!

La Banque va demander qu'à l'avenir son gouverneur et ses sous-gouverneurs ne soient choisis par le pouvoir exécutif que sur une liste de candidats présentée par elle-même.

A la bonne heure, voici ce qu'on appelle du véritable gouvernement, de la haute politique: c'est le choix du mandataire choisi par les mandants, le suffrage universel appliqué aux intérêts. C'est une mesure libérale qui ne sent pas du tout son droit divin, et j'ai bien peur que la Chambre, malgré les bonnes dispositions de la majorité, se laisse endoctriner par un ministre.

Dans tous les cas, je sais bien quel est le député qui arrivera de Bruxelles dare dare, en train express, voire même spécial, pour voter, ce jour-là, contre la proposition.

Le gros soufflet qu'il a reçu du conseil de régence lui cuit encore. Et pourtant il n'avait pas eu le temps de gratter.

— Monsieur, on ne gratte pas à la Banque!...

Il faut de la logique en toutes choses; et, quoi qu'on puisse dire ou blâmer en cette circonstance, je trouve que les élèves du lycée Bourbon-Bonaparte-Condorcet viennent de se montrer extrêmement logiques.

L'empereur du Brésil veut tout voir à Paris; et on ne peut trouver cela mauvais; j'ajouterais même qu'il visite les établissements publics d'une manière fort intelligente. Il étudie pour lui-même et non pour la pose, comme font tant de princes. Bref, il avait, ces jours-ci, le désir de visiter un de nos lycées, et, selon toute probabilité, il a demandé à M. Jules Simon quel est celui où il pouvait se risquer de préférence.

Le ministre, qui ne voit pas plus loin que son organe officieux, dit à l'empereur que le lycée de la rue du Havre est composé d'une manière plus aristocratique que les autres, et que Sa Majesté ne peut manquer d'y être bien accueillie par les élèves.

Le monarque s'y rend de confiance. On l'a reçu de la façon la plus inconvéniente, avec un mauvais goût complet; et une école de petits communs du faubourg Antoine ne se serait pas conduite autrement.

Eh bien! je le répète, les élèves de ce lycée ont été logiques. C'est M. Jules Simon qui ne l'a pas été.

A sa place, un ministre plus attentif aurait dit à l'empereur du Brésil: « Sir, je ne conseillerais pas à Votre Majesté d'aller au lycée que nous avons débaptisé pour lui donner le nom peu euphonique de Condorcet, car, il n'y a pas bien longtemps, les élèves ont jeté des pierres aux emblèmes de la monarchie, qui étaient sculptés sur la façade des bâtiments, en poussant des cris qu'un pur républicain lui-même n'oserait proférer. »

Or, les élèves de Condorcet ayant agit ainsi contre d'inertes simulacres, rien d'étonnant qu'ils aient réitéré en présence d'une tête couronnée en chair et en os. *Dis repetita placent.*

Et puis, cet âge n'est-il pas sans pitié?

Après cela, M. Jules Simon, fatigué de voir un empereur se promener dans Paris comme s'il était chez lui, n'a-t-il pas été fâché de lui ménager une ovation à la Mottu. Mystère!

CHRYSALE.

P. S. — Au moment de mettre sous presse, on m'affirme que le proviseur du collège s'inscrit contre l'exactitude du récit, publié par tous les journaux d'après l'*Indépendance belge*.

Allons, tant mieux! Bons petits élèves plus monarchiques que l'on ne croit! M. Jules Simon en avait tremblé sur sa base. — C.

L'INSTRUCTION AUX FEMMES

L'idée de propager l'instruction parmi les femmes vient de donner naissance à une réunion importante, la Société nouvelle créée déjà un très grand nombre de souscripteurs ou de donateurs parmi les notabilités des finances, des arts, de l'industrie et des lettres. Son comité, composé de vingt-trois membres, a pour président M. Laboulaye, de l'Institut, et pour vice-président M. Marguerite, ancien directeur d'une des plus grandes écoles de la ville. M. Arles-Dufour, qui vient de mourir, avait accepté d'en faire partie. Il aurait siégé à côté de MM. Henri Martin, Alexandre Lange, Levasseur, de l'Institut; Alfred Mayraux, Jean Macé, Camille Flammarion, Frédéric Passy, Léon Pée, Toussein, Félix Hémet et de M. le docteur Héliot, tous si connus pour leur dévouement à la cause du progrès.

Un certain nombre de dames et de mères de famille, également distinguées, soit par leur position, leurs ouvrages ou les œuvres utiles qu'elles ont contribué à fonder, siègent aussi dans le comité. Nous distinguons parmi elles M^{lle} Trélat, M^{lle} Edmond Adam, M^{lle} Yves, Alexandre Lange, M^{lle} Monnier, Paris-Lauréat, Annet de la Roche et M^{lle} Marché-Girard, si connue par son beau livre sur l'*Histoire des Femmes*, pour lequel Lamartine a écrit une ravissante préface, chef-d'œuvre du maître. La première fondation de la nouvelle Société sera une école normale privée, dont le local sera prochainement désigné. Cette école aura pour but de former des institutrices, soit capables de tenir des écoles, soit destinées à instruire les jeunes filles dans leurs familles. Elle préparera aux examens du premier et du second degré, et la Société suivra les jeunes mères dans leur carrière, comme font les grandes sociétés anglaises d'instruction, les protectrices des écoles.

À côté de cette école normale, il y aura des écoles du second et du premier degré, qui serviront à la fois pour le noviciat des aspirantes et pour l'enseignement des jeunes filles auxquelles leurs parents voudront donner une instruction plus solide et plus étendue que celle des écoles primaires, et cependant peu coûteuse.

Les ministres des différents cultes donneront l'enseignement religieux aux élèves.

Les programmes des études seront conformes aux programmes universitaires, en ce qui concerne les examens techniques proprement dits. Mais la Société veut aussi former des sujets capables d'enseigner le dessin, la peinture, la musique, et elle n'oubliera pas non plus les connaissances utiles, comme la couture. Elle se propose aussi de donner un soin particulier à l'enseignement des langues vivantes, notamment de l'anglais et de l'allemand, devenus si nécessaires à notre malheureuse patrie. Dans de telles conditions, on ne peut que souhaiter la fondation rapide et complète des écoles de la nouvelle Société. Nous ferons connaître sous peu, avec plus de détails, les conditions d'admission et les divers cours des études.

LES TRIBUNAUX

TRIBUNAL CORRECTIONNEL (8^e chambre)

PUBLICATION D'UN JOURNAL POLITIQUE SANS CAUTIONNEMENT. — *Le Peuple souverain*.

M. Pierre-Denis-Victor Michel, gérant du *Peuple souverain*, demeurant rue de Fleury, comparait sous la prévention d'avoir, à partir du 12 janvier 1873 jusqu'au 17 du même mois inclusivement, publié les numéros quotidiens de ce journal sans avoir versé le cautionnement exigé par la loi.

M. le substitut du procureur de la République Ribot rappelle que le prévenu est coutumier du fait, qu'il avait pris une première et une seconde fois l'engagement de se mettre en règle. Malgré ces engagements, il s'est de nouveau mis en contravention. Cette récidive réclame une application plus sévère de la loi.

Le prévenu est condamné, pour l'ensemble des contraventions, à 200 fr. d'amende et aux dépens.

PUBLICATION D'UN JOURNAL SANS DÉPÔT

Le sieur Le Révérend, gérant du journal *L'Eclaireur*, dont les bureaux sont situés rue du Croissant, 16, a fait paraître le numéro 69 de ce journal, portant la date du dimanche 21 janvier 1873, sans avoir fait au parquet le dépôt exigé par la loi.

Le tribunal le condamne pour ce fait, dans son audience de ce jour, à 100 fr. d'amende et aux dépens.

TROISIÈME CONSEIL DE GUERRE

(Séant à Versailles).

Présidence de M. Jobey, colonel du 68^e de ligne.

Le *Bonnet rouge* et l'*Estafette*. — EXCITATION À LA GUERRE CIVILE, AUX MASSACRES ET AU PILLAGE, ETC.

Parmi les honteuses publications écloses sous la Commune, et à côté du *Père Duchêne* et du *Cri du Peuple*, se distinguent constamment certaines feuilles qui semblaient vouloir rivaliser de cynisme et de violence.

Beaucoup de Secondignés étaient le rédacteur en chef du *Bonnet rouge* qui s'appela ensuite l'*Estafette*, Lefèvre en était le gérant. Tous deux comparaissent devant le conseil de guerre sous l'accusation d'excitation à la guerre civile, de complicité d'assassinat et d'incendie.

Lefèvre n'a pu être retrouvé: il est jugé par contumace.

M. le président fait donner lecture du rapport, qui contient les articles incriminés.

On ne peut guère imaginer rien de plus violent et de plus injurieux contre le chef du pouvoir exécutif. Ainsi, à propos d'une circulaire de Versailles, dans laquelle il était dit que « l'ordre ne serait pas troublé », le *Bonnet rouge* publie un article intitulé: « Tu en as menti, Fourquet! »

Le 19 avril, on imprime:

LES TRIUM GUEUX

Il y a là-bas à Versailles un trium gneusot composé de trois coquins de la plus espèce: Thiers, Favre et Picard. On les appelle même Excellences, c'est beaucoup! A Paris, on les appelle traitres, poissons, renégats, c'est trop peu!

Ils racontent que vingt mille repris de justice (ni plus ni moins), sacquant Paris, violent les maisons, mangent les enfants, et se livrent aux jouissances les plus anacréontiques, sous prétexte de sauver la République. Ces racontars, dus à la féconde imagination de M. Thiers, pourraient trouver quelque créance auprès de la province, si ce foutriquet n'avait eu la précaution de purger la capitale de toute la canaille pour se faire de légions. Ils disent cela, ces trium gneux quand ils savent que les repris de justice sont dans leurs rangs, témoin le pleurnicheur Favre, qui s'est fait une fortune en faisant des enfants naturels, en falsifiant des actes publics!

Et le ventru Picard, qui, pendant que ses collègues préparent la chute de Paris, mijotait avec son frère Arthur, de l'*Estafette libre*, des coups de fourreau. Il y a assurément à Versailles les trois gueux qui exploitent la France.

L'*Estafette* hérite ensuite de la rédaction du *Bonnet rouge*, et, naturellement, continue les mêmes attaques et dans le même style.

Eh bien! qui le croirait? Secondigné n'hésite pas à déclarer à l'audience qu'il n'a jamais été partisan de la guerre civile, et qu'il ne peut croire qu'il soit possible de l'accuser d'excitation au pillage, au massacre ou à l'incendie. Le premier de mes articles, dit-il, est du 26 mars, et à cette époque les hostilités étaient déjà commencées.

M. le commandant Gaveau demande, dans son réquisitoire, une application sévère de la loi.

M^{re} Dumil présente la difficile défense de Secondigné; il donne lecture aux juges d'une lettre des plus touchantes, écrite par le père de l'accusé, instituteur dans les Deux-Sèvres. Le conseil, après une longue délibération, le condamne à la peine de la déportation simple.

Lefèvre est condamné par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée.

TRIZIÈME CONSEIL DE GUERRE

(Séant à Saint-Cloud)

UN MEMBRE DU COMITÉ CENTRAL

Rousseau, membre du comité central de la garde nationale pour le cinquième arrondissement (Panthéon), arrêté le 28 mai à Belleville, fut transféré sur le Rhône, en rade de Cherbourg et ramené à Saint-Cloud dans les premiers jours de janvier.

Nous donnons une partie de son interrogatoire.

D. Le 17 mars au soir, le Comité central déléguait trois de ses membres pour constituer la permanence, qui installa rue Basfroi, et vous en faisiez partie? — R. Oui.

D. Dans la nuit, vous avez donné l'ordre de battre le rappel? — R. J'ai été à une tentative de coup d'état et j'ai signé l'ordre.

D. Vous qui prétendez avoir accepté d'entrer au Comité parce que vous vous sentiez assez de force pour empêcher tout excès, vous avez pourtant laissé égarer les généraux Lecomte et Clément Thomas? — R. Le général Lecomte a été accusé par ses propres soldats, j'en ai la certitude; je tiens le fait de témoins oculaires.

D. Le conseil apprécie. L'affaire de la place Vendôme? — R. C'est la réaction qui a provoqué les gardes nationales; ils n'ont fait que répondre à une attaque.

D. Vous avez été délégué par le Comité central au comité d'artillerie? — R. Oui.

D. Votre signature figure au bas de presque toutes les proclamations du Comité central? — R. Oui, et j'en accepte la responsabilité. Mais je n'ai jamais eu qu'un but honnête: défendre la République. Tous mes efforts ont tendu à maintenir le mouvement du 18 mars dans cette voie.

D. Dans une note relative à votre défense, et remise par vous à M. le capitaine Espérandieu, vous dites avoir demandé au Comité central et obtenu la mise en liberté du général Chanzy et vous êtes opposé à ce que le grand-livre de la Dette publique fût brûlé?

M^{re} Maillard, défenseur. — Ces faits ont été reconnus exacts par l'instruction, et dès lors le doute n'est plus permis de faire citer des témoins pour les établir.

M. de Garros, commissaire du gouvernement. — C'est vrai. Les renseignements fournis ont confirmé les allégations de l'accusé.

L'accusé. — J'ai protesté contre l'arrestation du général Chanzy et demandé sa mise en liberté. J'ai fait valoir qu'il avait obtenu à Paris 53,000 voix. Sa mise en liberté a été ordonnée. Par de jours après, lors de l'affaire de Châtillon, le général Duval ayant été pris et fusillé sur l'ordre du général Vinoy, le Comité central m'a reproché cette exécution, disant que si je n'avais pas demandé la mise en liberté du général Chanzy, Duval n'eût pas été exécuté.

J'ai répondu que j'avais fait pas chose juste.

M. de Garros, commissaire du gouvernement, soutient l'accusation.

M^{re} G. Maillard présente la défense.

Le conseil, après un quart d'heure de délibération, condamne Rousseau à la déportation dans une enceinte fortifiée.

BIBLIOGRAPHIE

La 3^e édition de la *Deuxième Année de la Loire*, par le général Chanzy, est épuisée. La 4^e édition, sous presse, paraîtra le 8 février. Prix (vol. et atlas) 10 fr. franco. — H. Plon, éditeur, 10, rue Garancière, Paris.

La 5^e édition du *Catéchisme d'Economie politique*, par Du-MESNIL-MARION, a paru. Lacroix Verboeckhoven, éditeur, boulevard Montmartre, 15. P. 1 fr.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 30 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

La séance est ouverte à deux heures et demie. Le président lit le procès-verbal de la séance précédente.

L'Assemblée approuve, sans discussion, le projet de loi ayant pour objet la prorogation pendant dix ans d'une surtaxe de 1 fr. par hectolitre de vin établie à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes).

M. Casimir Périer, ministre de l'intérieur: Il semble résulter de la discussion de l'ordre du jour fixé hier que la discussion des traités de commerce de 1860 devrait précéder la suite de la discussion sur le projet de loi concernant la marine marchande. Au point où en est arrivée cette dernière discussion, je crois qu'il vaudrait mieux qu'elle ne fût pas scindée et qu'on ache

de pavillon ne portera nullement atteinte à cette convention, la loi actuelle ne fait supporter qu'une somme de 1 fr. 85 c., en réalité, mais ne modifiera nullement les conditions dans lesquelles se trouvent les sucres étrangers à la sortie.

M. Buffet : Le gouvernement a saisi l'Assemblée d'une loi spéciale aux sucres, surtout sur l'importation des sucres étrangers et sur les taxes d'entrepôt. Le régime des sucres est soumis aujourd'hui à une convention internationale entre la France, l'Angleterre, la Belgique et la Hollande. J'ai donc cru que la loi de la navigation n'était pas applicable aux sucres. On ne saurait imposer une industrie d'une manière provisoire, sauf à lui en tenir compte dans une loi postérieure.

M. Payer-Quartier, ministre des finances : La France produit dans son industrie plus de sucres qu'il ne lui en est nécessaire pour sa consommation. Les sucres étrangers entrant en France recevront à la sortie le remboursement du droit, par suite de l'admission temporaire. Il y a des spéculations dans cette question.

M. Buffet : On ne saurait traiter ainsi des hommes qui discutent dans la plénitude de leurs convictions et de leur conscience.

M. Payer-Quartier, ministre des finances : Nous ne mettons pas en doute les convictions consciencieuses des députés; mais derrière les députés il y a des intérêts qui s'agitent. Il sera tenu compte de ce qui est utile pour les sucres, et dès lors que la discussion est terminée par le rejet de la prise en considération de l'amendement de M. Anat, il faudrait que la loi fût enfin terminée, puisqu'il n'y a plus désormais que l'ensemble de la loi à voter.

M. Laurent : Il y a un moyen de concilier les diverses opinions. Si vous voulez que la raffinerie puisse lutter avec les produits de l'Angleterre, il faut que vous ne lui laissez pas supporter de surtaxe. (Bruit. — Assés.) Tout le monde doit penser comme moi, et M. le ministre des finances aussi, que les marchandises qui entrent et qui sortent ne doivent pas supporter la surtaxe de pavillon.

M. Victor LeFranc : Ce que j'ai dit relativement à l'admission temporaire détruit toutes ces objections.

M. le président : M. Germonière vient de déposer un article additionnel.

Cet amendement touche à une diminution de droits pour les groupes d'argent et les voyageurs déposés sur des ports d'escale.

L'amendement n'est pas pris en considération.

M. Léopold Auvail propose un article additionnel qui dit en substance : « La présente loi ne sera exécutoire qu'à dater du jour où les traités existants avec les puissances étrangères, relativement aux sucres de pavillon et de franchise des navires cesseront d'avoir leur effet. » La réserve faite par cet amendement est tellement naturelle qu'elle me semblerait presque inutile.

Plusieurs voix : Alors retirez l'amendement.

M. Léopold Auvail : Il y a des articles dans la loi qui ne sauraient être mis en pratique actuellement. On voudrait que le vote de la loi soit une autorisation que l'on donne au gouvernement de traiter sur les bases indiquées dans la loi; non amendement dégage la responsabilité de l'Assemblée et la laisse au gouvernement.

M. Anat : Il est d'avis que la franchise du pavillon, les droits d'entrepôt peuvent être appliqués immédiatement dans la plupart des cas, surtout avec les puissances auxquelles nous ne sommes pas liés par des traités. (Aux voix aux voix.)

M. Clapier monte à la tribune. (Longues exclamations.)

Répondre à un rapporteur est un droit imprescriptible. Le bruit couvre la voix de l'honorable orateur. Nous entendons qu'il dit que les stipulations du traité passé avec l'Autriche sont rendues communes à d'autres puissances, notamment l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre; voire il ne pourra être appliquée que dans des délais déterminés. (Bruit croissant.)

Au commencement du discours de M. Clapier, M. Thiers, président de la République, entre dans la salle des délibérations et vient s'asseoir au banc des ministres.

La proposition additionnelle de M. Javal est mise aux voix et rejetée.

M. Laurent et Des Rotours proposent cet autre article additionnel :

« Les taxes établies par les articles 1, 3, 4 et 5 de la présente loi ne seront perçues qu'à partir du 1^{er} janvier 1873. » (Exclamations.)

M. Laurent développe son amendement. Il fait observer que l'application des traités n'est pas la seule considération que l'on peut faire valoir à cet égard. Il faut aussi considérer l'exhaussement du fret et des ports. On ne saurait donc pas oublier que la Belgique a des importations qui ont augmenté de 230 millions. Les traités de commerce seront sans doute dénoncés, et nous reprendrons notre liberté.

M. Payer-Quartier, ministre des finances : Nous ne différons pas au fond avec M. Laurent, qui veut favoriser une grande partie de nos industries, mais nous différons sur l'application de la loi. Les deux tiers des importations de la loi pourront être immédiatement perçus, notamment les droits d'entrepôt et de tonnage qui sont des droits fiscaux.

Quant aux traités, nous sommes, il est vrai, liés avec l'Autriche, et, par suite, avec quelques puissances; mais il y a aussi d'autres puissances avec lesquelles nous sommes complètement libres. D'un autre côté, nous traitons avec l'Autriche, et la modification du traité avec l'Autriche entraînera également la modification des conventions avec les puissances qui bénéficiaient de notre traité avec l'Autriche. Nous demandons à la Chambre de ne pas s'arrêter à l'amendement, qui aggraverait l'application de la loi.

L'amendement de M. Laurent n'est pas adopté. L'ensemble de la loi est soumis au scrutin public.

Cette opération donne le résultat suivant :

Nombre des votants.....	601
Majorité absolue.....	332
Pour l'adoption de la loi sur la marine marchande.....	422
Contre.....	239

L'Assemblée a adopté la loi de finances sur la marine marchande.

M. le président fait ensuite connaître l'ordre du jour de demain.

La discussion sur les propositions relatives à la dénonciation des traités de commerce de 1860 est inscrite à cet ordre du jour.

La séance est levée à cinq heures et demie.

ECHOS DE PARTOUT

MM. Clairville, Siraudin et Koning seront reçus aujourd'hui, à une heure, ainsi que M. Bertrand, directeur des Variétés, par le gouverneur de Paris. Ils viennent lui demander l'explication de l'interdiction dont il a frappé hier la Revue que ces messieurs allaient faire représenter aux Variétés. C'est aujourd'hui que devait être représentée la Revue en question.

M. Mouillefarine, dont le nom est bien connu au Palais et dans le monde des affaires, vient de mourir à l'âge de soixante-deux ans. M. Mouillefarine, longtemps avoué près le tribunal de première instance de la Seine, avait rendu d'importants services à la compagnie dont il était un des membres les plus considérés.

La douleur d'avoir vu sa maison de Neuilly détruite par les obus a certainement contribué pour beaucoup à la mort de M. Mouillefarine, qui ne s'était jamais relevé de ce coup.

Les Prussiens ne se contentent pas de revenir en foule à Paris et de chercher à rentrer dans les places qu'ils occupaient avant la guerre; les voilà qui veulent être reçus, comme auparavant, dans le high-life parisien.

Ceux qui faisaient partie du Jockey-Club s'y représentent aujourd'hui comme s'il ne s'était rien passé de la guerre, quelques-uns même ont occupé des grades dans l'armée ennemie. Nous pourrions en citer un qui dirige une des plus importantes fabriques d'armes d'Allemagne.

Jusqu'ici, par bienveillance, on n'avait rien dit; hier, enfin, on a voulu trancher la question : il y a eu grand meeting des membres du Jockey-Club. Après longue discussion, la décision a été rendue à huitaine.

Un nouveau cercle s'organise en ce moment au-dessus du café Riche, cercle spécialement destiné à servir de lieu de réunion aux agriculteurs, cultivateurs et propriétaires ruraux.

Les membres fondateurs l'ont déjà baptisé : *Cercle des Navets*, par opposition au *Cercle des Pommes* de terre.

Hier est mort à Paris, dans son appartement de la rue des Martyrs, le baron de Ferries, un des plus jolis originaux de ce siècle.

M. de Ferries a eu son heure de célébrité. C'est lui qui avait imaginé de sortir dans un léger cabriolet attelé d'un lourd limonier, et de se faire servir au café Anglais une bouteille de vin sur le comptoir.

M. de Ferries, qui laisse une fortune fort délabrée, était âgé de soixante-quinze ou soixante-seize ans.

C'est au 1^{er} février qu'est irrévocablement fixée la date du départ de l'empereur du Brésil. Le duc de Montpensier, qui est à Nice depuis quelques jours, lui a adressé une dépêche télégraphique dans laquelle il l'invite à dîner le 3, à Nice, avec sa suite. — En attendant, l'infatigable souverain passe à utiliser les derniers moments qu'il tient à Paris.

Hier matin, il partait à six heures du Grand-Hôtel, accompagné du général Morin, son fidèle Achates, et visitait en détail la ferme de Grignon. Il rentrait au Grand-Hôtel à midi et demie et recevait le prince Orloff, MM. Legouvé et Cuvillier-Fleury, membres de l'Académie; le marquis d'Andelarre, le duc de Nemours, etc.

Le banquet de la Saint-Charlemagne, si cher aux lyonnais, et qui avait été renvoyé au samedi 3 février, n'aura pas lieu.

Une souscription vient de s'ouvrir dans la colonie française de Londres, — ce n'est pas, bien entendu, des réfugiés qu'il s'agit, — pour contribuer au rachat du territoire.

Une annonce vertueuse cueillie dans le *Kladderadatsch*, de Berlin.

« Des dames qui désirent vivre pendant quelque temps dans la retraite, trouveront les soins les plus aimables chez M^{me} *** sages-femme, à Berlin. »

On publie donc Gretchen !

Le 5 février prochain aura lieu l'Assemblée générale annuelle des coiffeurs de Paris.

Pour quoi faire ?

DON SPAVENTO.

LES THEATRES

L'Article 47, de M. Belot, n'a été interrompu en pleine vogue (malgré 100 représentations) que pour être repris aussitôt que *Lise Tavernier* aura quitté l'affiche.

M^{me} Marie Laurent, engagée depuis trois mois, ne pouvait rester plus longtemps inactive et... payée.

D'autre part, M^{me} Roussel avait bien gagné quelques jours de repos.

Quelques nouvelles sur les Folies-Nouvelles.

Combinaison : M. Huart.

M. Charles Bridault, ancien administrateur des premières Folies-Nouvelles.

M. Grévin, chargé de déshabiller les femmes pour toutes les pièces. (Un traité serait passé avec lui pour cette affaire; il serait à poste fixe au théâtre.)

L'exploitation serait en commandite. Dix parts; cinq sont prises : on demande des amateurs pour les autres.

Genre : les anciennes Folies-Nouvelles, opérée en un acte, deux actes au plus, pièces fantaisistes, revues et ballets pantomimes; concours d'Hervé assuré.

Mais cela ne doit pas empêcher les autres compétitions de se produire, car, si la combinaison projetée échoue, M. Huart est tout prêt à traiter pour la location de la salle; il est déjà même en pourparlers avec plusieurs personnes.

La maison Durand, Schenewerk et C^o vient d'acheter la *Suite d'orchestre* de M. Guiraud, exécutée dimanche dernier, au Concert-Populaire.

La partition grand orchestre et les parties séparées paraîtront prochainement.

Avis aux sociétés philharmoniques de la province et de l'étranger.

Les propriétaires de la salle du Théâtre-des-Arts, de Rouen, donnent avis au public que la direction de ce théâtre sera vacante le 15 septembre 1872.

S'adresser, pour traiter de la location, à M. F. Lenormand, propriétaire, administrateur-gérant, quai de Paris, 27, à Rouen.

Les avantages ordinaires accordés par l'administration municipale au directeur qu'elle agré, sont les suivants :

1^o Jouissance gratuite du matériel de la ville, pour tous les genres, comprenant décors, costumes, accessoires, mobilier scénique, bibliothèque de musique, de pièces dramatiques, etc., etc., sauf toutefois les conditions imposées au cahier des charges de l'exploitation, qui sont à débattre avec elle;

2^o Réduction du prix du gaz au taux de l'éclairage public.

Dimanche prochain, le festival populaire du Châtelet sera donné au bénéfice de l'œuvre patriotique de la délivrance du territoire.

Voici le programme du Concert-Danbé, au Grand-Hôtel, de demain jeudi :

- Première partie :**
- Ouverture de *Ludovic*..... Hérold.
 - Valse des Sylphes, tirée de la *Damnation de Faust*..... H. Berlioz.
 - Finale de la Symphonie en si bémol..... Haydn.
 - Jour d'Enfant! Suite d'orchestre..... G. Bizet.
 - A Trompette et Tambour (Marche).....
 - La Poupée (Berceuse).....
 - La Toupie (Impromptu).....
 - Petit Mari — Petite Femme (Duo).....
 - Le Bal (Galop).....
- Deuxième partie :**
- IX^e Concerto..... Spohr.
 - Exécuté par M. Lelong.
 - A Forlane de Mignon..... A. Thomas.
 - Gavotte.....
 - Méditation sur le 1^{er} Prélude..... S. Bach.
 - Composée par Ch. Gounod.
 - Ouverture..... Hummel.

M. de Besselièvre, par les soins qu'il apporte à ses concerts, augmente chaque dimanche le nombre des auditeurs des festivals du Châtelet.

Dimanche dernier la salle était comble. Nous remarquons avec plaisir que l'orchestre, dirigé par MM. Henri Litolf et Cressonnois, est presque parfait.

Parmi les morceaux exécutés dimanche, le public a fait le plus chaleureux accueil à la grande symphonie sur l'Africain.

Les petites violonistes Laure et Mathilde Hermann sont de plus en plus extraordinaires; jamais leur succès n'avait été aussi grand qu'à leur dernier concert.

Nous recommandons vivement à nos lecteurs les nouvelles marches composées par Arban : *Alerte marche!* et *Salut à Madrid!* qui viennent de paraître chez Girod, éditeur de musique, 16, boulevard Montmartre.

Parmi les nouvelles publications de cette maison, nous avons remarqué également six pièces de M. Alph. Duvernoy et différentes fantaisies de Lysberg, pleines de grâce et d'élégance.

Jennius.

CESSIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 29 janvier 1872.

PAPPE (Jean-Léonard), mécanicien, demeurant à Paris (Grenelle), passage Tourna, 11.

Société à responsabilité limitée au capital de 500,000 fr., dite Société de l'Encyclopédie du XIX^e siècle et de l'Annuaire encyclopédique, dont le siège est à Paris, rue du Pré-aux-Cleres, 6.

CHIVÉ (Casimir-Jean-Baptiste), faïencier, demeurant à Paris, rue Mabillon, 18.

L'administrateur copiant : LOUIS GAL.

LE CRÉDIT LYONNAIS, 6, boulevard des Capucines, bonifie les taux d'intérêt ci-après :

Dépôts à vue.....	3 0/0
— de 3 à 5 mois.....	4 0/0
— de 6 à 11 mois.....	4 1/2 0/0
— de 1 an et au-dessus.....	5 0/0

Il délivre des chèques sur LYON — MARSEILLE — LONDRES

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

GRANDS MAGASINS

LOUVRE

LUNDI PROCHAIN 5 FÉVRIER COMMENCERA L'EXPOSITION SPÉCIALE

DE
BLANC

COMPRENANT LES COMPTOIRS SUIVANTS :

Toiles blanches et écruës. — Linges damassés. — Linge confectionné. — Mouchoirs. — Trousseaux et layettes. — Rideaux brodés, brochés et guipure. — Calfats. — Bonneterie. — Crétonnes pour ameublements.

ET LA MISE EN VENTE

Des Marchandises mouillées ou défraîchies dans l'INCENDIE

des RÉSERVES DE BLANC et expertisées par les Compagnies d'assurances.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 31 janvier 1872.

Céréales

La situation reste sans changement.

Farines de consommation.

Il se traite par continuation très peu d'affaires. Mêmes cours.

Choix et marques D, 81 "a" "a". — Bonnes marques, 77 "a" à 80 "a". — Sortes courantes et ordinaires, 71 "a" à 73 "a".

Farines de consommation.

La ferme des subsistances.

Farines huit marques

Dispon., 81 25. — Cour. du mois, 81 25. — Prochain, 81 25. — Mars et avril, 81 50. — 4 de mai, 79 "a".

Farines supérieures

Dispon., 77 50. — Cour. du mois, 77 50. — Prochain, 77 50. — Mars et avril, 78 50. — 4 de mai, 78.

Huiles

Les huiles sont fermes.

Dispo., 105 50. — Cour. du mois, 105 50. — Prochain, 105 75. — 4 d'été, 105 "a" — 4 derniers, 102 50.

L'huile de lin est stationnaire.

Dispo. cour. du mois, 96 50. — 3 prochains, 95 50. — 4 d'été, 97.

Trois-six

Bonne tenue.

Disponible et cour., 56 50. — Prochain, 56 50. — Mars et avril, 58 "a". — 4 d'été, 61 50.

Les cours sont encore nominaux.

COTE COMMERCIALE

88^e saccharimétriques, 68 50 à "a" "a". — Blanca n^o 3, 77 "a" à 77 50 — Raffinés, suivant mérite, 157 "a" à 160 "a".

VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

ÉTUDE de M^{re} LACROIX, avoué à Paris, rue de Choiseul, 21.

VENTE sur licitation, en l'audience des criées de la chambre de la Seine, le samedi 24 février 1872, à deux heures :

1^o En 12 lots, qui ne seront pas réunis, du **CHATEAU DU TITRE** plusieurs mar-

bois, etc., le tout, communes du Titre, Moyenneville, Cambon, Cahon, Sully-le Sec et Mouvion, arrondissement d'Abbeville (Somme).

2^o En 9 lots, qui ne seront pas réunis de plusieurs **PIECES DE TERRE** sur les communes d'Armonville et Garges, arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise), d'un ensemble de 63 hectares 33 ares.

Totales des mises à prix : 537,800 fr.

S'adresser : 1^o A M^{re} Lacroix, avoué poursuivant; 2^o A M^{re} Charles Daval et Castaigne, avoués à Paris; 3^o A M^{re} Guédon, Gripon et Tandeau de Marsac, notaires à Paris.

ÉTUDE de M^{re} BERTON, avoué, à Paris, 25, rue Croix-des-Petites-Chartres.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 15 février 1872, à deux heures, d'une

PROPRIÉTÉ sis à La Varenne Saint-Hilaire, avenue Fédicé, commune de Saint-Maur-des-Fossés.

Mise à prix : 10,000 fr.

S'adresser audit M^{re} BERTON, avoué.

ÉTUDE de M^{re} LESAGE, avoué à Paris, rue Sainte-Anne, 22.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le samedi 17 février 1872, à deux heures, d'une

MAISON Seine, à ST-OUBIN (Seine).

Mise à prix..... 6,000 fr.

S'adresser pour les renseignements à M^{re} Lesage et Delacave, avoués à Paris, et M^{re} Besnard, notaire à Saint-Denis.

ADJUDICATION, même sur une enchère, en la ch.

des not. de Paris, le mardi 20 février 1872.

1^o **MAISON** n^o 25, rue Saint-Amand, à Paris, sur le tracé du boulevard Saint-André.

Revenu, 8,722 fr. — Mise à prix : 100,000 fr.

2^o **PROPRIÉTÉ** LARONQUIÈRE, à Paris, d'une cont. de 609⁵⁰, avec habitation de maître et jardin, séparés des autres corps de bâtiment.

Revenu, 9,888 fr. — Mises à prix : 110,000 fr.

M^{re} Annon, n^o succ. de M^{re} Thourard, 47, rue de Rivoli.

ÉTUDE de M^{re} GOUJON, avoué à Paris, 77, rue d'Aboukir.

VENTE sur licitation aux criées de la Seine, le mercredi 21 février 1872, à deux heures, en un seul lot, des

BÂTIMENTS d'exploitation et des dépendances d'anciennes de la ferme des

BRANGES ainsi que de 122 hectares, 43 ares, 83 cent de terre, PRES et BOIS en faisant partie, la dite ferme sise commune de Branges, canton d'Oulchy-le-Château, arrondissement de Soissons (Aisne).

Mise à prix..... 130,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1^o A M^{re} Goujon; 2^o A M^{re} Adrien Tixier, avoué à Paris, 288, rue Saint-Honoré; 3^o A M^{re} Fittremann, avoué à Paris, 191, rue Saint-Honoré; 4^o A M^{re} Lefebvre de Saint-Maur, notaire à Paris, 77, rue d'Aboukir; 5^o A M^{re} Cabaret, notaire à Paris, rue Louis-le-Grand, 28, et pour visiter les lieux à M^{re} Fournier, fermier à Branges.

ADJUDICATION sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 27 février 1872, de :

1^o **HOTEL** A PARIS, DOUAL, 44.

Revenu brut : 9,000 fr. Mise à prix : 150,000 fr.

2^o **MAISON** A PARIS, rue de Valenciennes, 18.

Revenu net : 10,000 fr. Mise à prix : 150,000 fr.

3^o **MAISON** (non louée) Grande-Rue PASSY, 10.

Revenu net : 18,000 fr.

S'ad. à M^{re} MOREAU, not. rue Vivienne, 55.

ADJUDICATION, sur une seule enchère, en la Cham-

bre des notaires de Paris, le 27 février 1872.

D'UNE FERME au hameau de Bouville, commune de Paris à Vendôme, station d'Ablis, contenant 80 hectares 77 ares, 90 centiares. Louée pour seize ans, à raison de 1,600 francs pour quatre ans, et 1,800 francs pour le surplus des années.